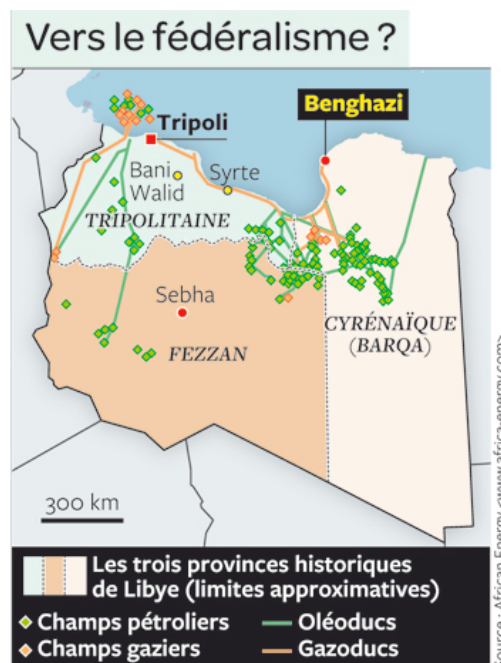


# Y a-t-il un gouvernement dans le pays ?

Le débat sur le fédéralisme fait rage. Pour certains ce système consacre l'éclatement du pays, pour d'autres c'est un rempart contre le retour d'une dictature à Tripoli.

29.03.2012 | Mohamed Eljarh | [The National](#)



Le 6 mars, près de 3 000 chefs de tribus, personnalités politiques et membres de la société civile réunis à Benghazi ont proclamé la semi-autonomie de la Cyrénaïque (également appelée Barqa), province de l'Est libyen. Au sein d'un système fédéral, elle disposerait de son propre conseil local, doté de pouvoirs exécutif et législatif. L'annonce a été faite alors que de vives critiques se faisaient entendre contre la répartition prévue des sièges à l'Assemblée nationale [le projet de loi électorale qui doit encadrer l'élection de l'Assemblée constituante du mois de juin a été rendu public le 2 janvier]. Le gouvernement intérimaire, représenté par le Conseil national de transition (CNT), avait décidé de leur attribution en fonction de la densité de la population : 102 sièges pour l'ouest de la Libye, 60 pour l'est, 29 pour le sud et 9 pour le centre. Au lendemain de la déclaration faite à Benghazi, le président du CNT, Moustafa Abdel Jalil, a prévenu que le gouvernement recourrait à la force pour défendre l'unité du territoire

national. Dans l'est du pays, un mouvement légitime se dessine en faveur du fédéralisme. Ses partisans invoquent la nécessité de décentraliser le pouvoir, de prévenir la marginalisation des régions orientale et méridionale, et enfin d'empêcher le retour d'une dictature à Tripoli. Dans l'autre camp, on condamne le projet fédéraliste, qui menacerait l'unité nationale, et on accuse les "séparatistes" d'être soutenus par des puissances étrangères. Un autre enjeu entre en ligne de compte : la richesse pétrolière, concentrée à Barqa. Les débats autour du fédéralisme échauffent les esprits dans les deux camps et conduisent à une vision manichéenne des choses - d'aucuns estiment que les projets fédéralistes portent les germes d'un affrontement armé.

Le scénario d'un éclatement de la Libye risque d'entraîner le pays dans une guerre civile qui mettrait aux prises les trois anciennes provinces, la Cyrénaïque à l'est, le Fezzan au sud et la Tripolitaine à l'ouest. Ces tensions font le jeu des derniers fidèles de Kadhafi. Ce genre de conflit rejoint la menace qu'avait brandie le dictateur dans ses derniers jours. Des puissances étrangères seraient également tentées d'exploiter la situation, une partition de la Libye servant leurs intérêts dans la région. Le CNT a sa part de responsabilités dans la détérioration de la situation. A l'annonce de la libération, en octobre dernier, le Conseil et le gouvernement au complet ont quitté Benghazi pour s'installer à Tripoli. Les populations qu'ils ont laissées derrière eux, dans l'Est, en ont alors conclu que le partage d'un pouvoir décentralisé n'était qu'une promesse creuse. Depuis, l'activité politique à Benghazi tourne au ralenti. Les décisions sont désormais presque exclusivement prises à Tripoli, loin du "cœur" de la révolution. C'est du moins l'impression qu'ont les Libyens de l'Est. Le CNT s'est heurté à de nombreux écueils lors de la préparation de loi électorale de 2012. Il a procédé à des amendements majeurs pour satisfaire tout le monde. Parmi ces changements figurent l'abandon du quota en faveur des femmes, la possibilité pour les binationaux de se présenter aux élections et un ajustement du nombre de sièges réservés aux indépendants et aux candidats figurant sur la liste d'un parti. Mais le CNT a échoué dans certains domaines essentiels. Ainsi, aucune loi ne précise clairement le fonctionnement des partis. Par ailleurs, la répartition des sièges de députés sur le seul critère de la distribution démographique, en faisant abstraction de la représentation des régions, va à l'encontre des engagements pris par le Conseil lui-même.

Le gouvernement a fait quelques progrès, annonçant récemment son intention de décentraliser le processus de prise de décision et de conférer plus de pouvoir aux conseils locaux. Dans le Sud et dans l'Est, on ne comprend pas non plus que les milices armées contrôlent toujours la majeure partie de Tripoli. Elles profitent de leur position de force pour faire du chantage sur le CNT et obtenir des avantages. Les Tripolitains doivent prendre les choses en main pour débarrasser la capitale des milices, en collaborant avec le gouvernement central et en descendant dans la rue pour protester contre l'influence de ces forces.